

BOMBES H DANS LE CIEL

(Suite de la première page)

d'Etat capitaliste, surtout au fur et à mesure que le temps passe.

En effet, il suffit de réfléchir à ce qui constitue le fond de la crise de la coalition atlantique qui va être évoquée à la prochaine session du Conseil atlantique, dans quelques jours, à Paris — avec ou sans la présence d'Eisenhower et d'Adenauer. Dans les premières années de la « guerre froide » on discutait aux Etats-Unis sur la stratégie à suivre: fallait-il suivre une stratégie de « rolling back » ou de « containment » de l'Union soviétique, c'est-à-dire fallait-il se fixer comme objectif de refouler ou de contenir la puissance soviétique? Les partisans du refoulement pouvaient, avec des propos enflammés, ramasser les votes des gogos. Pratiquement il s'avérait plus sage pour les dirigeants de l'impérialisme de s'en tenir à une politique de « containment ».

Mais, depuis quelques mois, les formidables progrès de l'Union soviétique ont complètement mis à mal même cette stratégie de « ligne Maginot » du capitalisme, en dépit du fait que les dirigeants de la bureaucratie soviétique ne cessent de répéter au monde capitaliste: nous voulons trouver avec vous un *modus vivendi*, nous ne voulons pas vous faire de mal.

Cette situation de faiblesse du capitalisme en face du progrès des Etats ouvriers ne peut manquer d'engendrer dans le monde capitaliste des hésitations, du pessimisme, des frictions, des tentatives de se tirer de la bagarre...

Ne nous trompons pas: ce n'est pas « l'opinion publique » vague qui décide. Ceux qui dirigent en Europe, par exemple, ne sont pas du tout décidés à céder devant une telle opinion publique. A la prochaine session du Conseil atlantique, il sera demandé aux Américains de faire cadeau de fusées et autres engins à grande puissance destructrice à tous les pays. Ces capitalistes aujourd'hui si minables sont résolus à se battre désespérément, dût le monde entier en crever. En tout cas, on ne voit pas trop bien comment l'impérialisme accepterait d'affaiblir son potentiel si entamé en renonçant à mettre de son côté tout ce que l'Allemagne représente de forces. Une neutralisation de l'Allemagne lui ferait perdre davantage encore dans la question du rapport global des forces dans le monde où la balance ne penche déjà plus de son côté.

Sans doute on verra aux Etats-Unis se manifester des courants isolationnistes. Mais ces courants ne sont pas ce qu'ils étaient autrefois; il ne s'agit plus de ne pas s'intéresser à ce qui se passe dans le reste du monde, il s'agit seulement

de se baser sur une stratégie périphérique pour laquelle il faut des armes plus puissantes et à plus longue portée.

Quant à l'impérialisme américain, ce ne sont pas les propos de Kennan qui déterminent sa politique. Elle était déjà inscrite dans le ciel avec ces avions porteurs de bombes H. Et on promet de faire mieux encore: Eisenhower soumet au Congrès des Etats-Unis un programme de renforcement de l'alliance atlantique dont le premier point est une augmentation des crédits de défense affectés aux fusées, équipement de lutte contre les sous-marins... de deux milliards de dollars pour l'année à venir. Il n'y aura aucune résistance à ce sujet dans les couches dirigeantes aux Etats-Unis; au contraire on peut s'attendre à ce qu'une tendance réclame plus d'efforts encore. Ce qui aujourd'hui fait hésiter le gouvernement américain à engager des dépenses plus fortes pour la défense, c'est le danger d'une détérioration de la monnaie, de l'inflation, qui précipiterait une économie qui se trouve plafonnante ou en récession vers une crise majeure.

Mais les courants d'opinion favorables à une détente, à la paix, à la neutralisation de l'Allemagne, ou à toute autre suggestion qui promettrait d'écarter le spectre de la guerre, ne peuvent-ils finalement l'emporter? Toute la politique des Partis communistes et de la diplomatie soviétique dans le monde est basée sur cette perspective. Le document de la Conférence des P.C. à Moscou est axé sur elle. Dans l'article qui lui est consacré dans ce numéro, il est longuement démontré combien cette politique est dangereuse, car elle n'a aucune portée réelle auprès de la bourgeoisie et elle ne fait que désarmer la classe ouvrière, en lui faisant abandonner la lutte révolutionnaire et la conquête du pouvoir, qui est le seul moyen de désarmer l'impérialisme et, par conséquent, d'assurer la paix.

La pression sur les gouvernements? Les mouvements d'opinion invertébrés? Depuis l'appel de Stockholm, on ne sait plus combien de campagnes ont été lancées, de pétitions ont été signées. Et le résultat? Ce n'est pas la colombe de la paix qui plane dans les airs, mais les bombardiers porteurs d'engins thermonucléaires.

Il est grand temps de retrouver la voie de la lutte révolutionnaire, la seule voie vers le socialisme, qui libérera le monde des dangers que lui fait courir le capitalisme dans son agonie.

semble ils vont présenter une motion portant l'option: guerre d'Algérie ou progrès économique et social.

La crise de la bourgeoisie française continue, s'approfondit même. Les éléments les plus clairvoyants de celle-ci craignent l'isolement de la France dans le concert des nations atlantiques et les conséquences économiques de la poursuite de la guerre. A la loi-cadre succède un train de hausses qui est destiné à faire payer la guerre d'Algérie aux masses travailleuses de ce pays. Comme toujours, ce sont elles qui donnent des soldats et du travail, au profit du capital. Mais la classe ouvrière n'est plus d'humeur à se résigner aux seuls sons des homélies patriotiques et de la musique militaire.

Il est certain que nombre de dirigeants de la politique du grand capital voudraient sortir du cauchemar algérien. Cependant la force de ceux qui veulent continuer la guerre est faite des tergiversations de ceux qui, tout en voulant négocier, ne savent pas comment s'y prendre. Ils voudraient éviter les conséquences revendicatives de la guerre d'Algérie, ils reculent devant l'ampleur des concessions à accorder au F.L.N. et surtout ils ne savent comment apaiser la réaction rendue enragée, sans qu'interviennent les travailleurs — ce qui pourrait dépasser tous leurs calculs.

La guerre continuant, les perspectives deviennent de plus en plus redoutables. C'est la catastrophe financière et ses conséquences révolutionnaires ou le mauvais exemple que pourrait donner une République algérienne aux masses de Tunisie, du Maroc et de l'Afrique Noire. Différents groupements et politiciens bourgeois et sociaux-démocrates attendent un miracle. Toujours est-il que ceux qui ne croient pas au miracle s'agitent et qu'ils préparent, à la faveur de l'indécision générale, « l'Etat fort ».

Sans doute il faudra à la bourgeoisie de nouveaux affronts et quelques défaites majeures, économiques ou militaires, pour se décider à changer résolument d'orientation.

Quelle situation favorable pour l'action de la classe ouvrière!

Cependant, malgré l'essor du mouvement revendicatif, la bourgeoisie a pu nouer et dénouer les crises ministérielles sans être inquiétée. La dernière crise ministérielle a duré 36 jours, pendant lesquels se sont déroulées la grève générale de l'Electricité et les grèves du 25 octobre. Les mouvements qui se succèdent révèlent la force des travailleurs, mais ceux-ci cependant ne parviennent pas à marquer des points décisifs.

La cause principale doit en être recherchée dans les politiques passées et présentes des deux grands Partis ouvriers, le P.S. et le P.C.F. Comment le premier pourrait-il cesser de se vautrer dans la collaboration de classe si le second n'adopte pas une orientation susceptible de mobiliser les masses et, par conséquent, de contraindre ou de submerger les dirigeants sociaux-démocrates?

Au contraire la C.G.T., dont les principaux dirigeants sont des membres du P.C.F., après quelques déclarations équivoques ces dernières semaines, est revenue à la tactique des revendications particularisées. La lutte contre la guerre d'Algérie est toujours de plus en plus menée au nom des « intérêts de la France » et non dans l'intérêt des masses algériennes et du socialisme. Jamais le P.C.F. n'emploie le terme de Révolution pour qualifier les événements d'Algérie.

La raison profonde de cette orientation est la politique de recherche d'un compromis pourri avec la bourgeoisie, qui s'est exprimée dans les différentes lettres de Thorez et Duclos à l'U.D.S.R., aux radicaux et au R.G.R. Cette proposition de compromis détermine la politique du P.C.F. dans tous les secteurs, le secteur syndical comme les autres. On comprend que les dirigeants stalinien ne veulent même pas se servir du levier de la lutte économique contre le gouvernement qui poursuit la guerre d'Algérie. L'offensive générale de la classe ouvrière et le compromis avec les radicaux, l'U.D.S.R. et le R.G.R. qui sont des partis dont les dirigeants sont des hommes du milieu patronal, sont profondément incompatibles.

Le P.C.F. devrait adopter une politique révolutionnaire en matière de Front unique envers la S.F.I.O., avec la perspective d'un gouvernement des deux partis, appuyé et contrôlé par les travailleurs organisés dans des Comités de masse fonctionnant démocratiquement. Les militants et les travailleurs risquent d'attendre longtemps que la direction du P.C.F. prenne d'elle-même de telles initiatives. Qu'ils prennent eux-mêmes les initiatives dans leur entreprise, leur quartier. Qu'ils proposent dans leur syndicat, leur Parti, sans attendre les directives d'en haut, les mots d'ordre capables de créer les conditions favorables à la généralisation des grèves et à la relance de la lutte contre la guerre d'Algérie. Qu'ils soient les artisans de véritables Comités de lutte contre la guerre en donnant la perspective d'un Comité National permettant la coordination des actions sur l'ensemble du territoire.

On entend souvent dire que les rapports entre les travailleurs et la direction du P.C.F. sont notablement détériorés. C'est vrai. Thorez et Compagnie ont tant menti, ils ont été les instigateurs de tant de néfastes manœuvres que la direction actuelle est un obstacle pour l'essor du mouvement ouvrier. Cependant les ouvriers révolutionnaires restent dans l'organisation et il n'y a pas de courant de masse en faveur de la création d'un nouveau Parti Communiste.

Ce n'est que par la combinaison des initiatives locales et de l'opposition dans les organisations traditionnelles que les stalinien pourront être démasqués et qu'ainsi deviendra concrète la perspective d'un gouvernement de transition vers le socialisme.